

Depuis plusieurs mois, les enseignants, personnels, étudiants, élèves et parents d'élèves du primaire, du secondaire, des lycées et des universités se mobilisent contre les réformes de l'éducation proposées par Darcos et Péresse, dans un mouvement sans précédent.

La question qui nous est posée est la suivante :

Quelle école pour demain ?

De la maternelle à l'université, le gouvernement affirme vouloir « réformer » l'éducation.

Mais derrière toutes ces mesures, il y a un double projet :

- **idéologique : il s'agit d'instaurer pour les générations à venir un nouveau modèle d'éducation (et un nouveau modèle de société), fondé sur la compétition et la précarisation et visant à supprimer la fonction publique d'Etat ;**
- **économique : s'inscrivant dans les objectifs de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) le véritable projet, c'est réaliser des économies au détriment du service public d'éducation.**

Entre autres revendications, c'est contre la pseudo « réforme » des concours de recrutement du premier et du second degrés et la « mastérisation » de la formation des enseignants que nous nous battons.

On nous dit qu'ils seront mieux formés. C'est FAUX ! En réalité :

- Actuellement, les enseignants sont formés à bac +5. Après une licence de trois ans, ils suivent une année de préparation au concours, puis, ils obtiennent le statut d'enseignant stagiaire, au titre duquel ils perçoivent un salaire. La réforme prévoit, après la licence, la mise en place d'un Master (deux ans d'études) pendant lequel les étudiants ne seront pas rémunérés.

Comment les étudiants et leurs familles payeront-ils l'année d'étude supplémentaire ?

- Le nouveau concours privilégie la connaissance des instructions ministérielles au détriment des savoirs scientifiques et disciplinaires tels que les mathématiques, le français, l'histoire, les langues...

Comment les nouveaux enseignants peuvent-ils être plus performants s'ils maîtrisent moins les savoirs ?

- L'année de stage étant supprimée. Les jeunes professeurs seront placés devant leurs classes sans formation pédagogique, désarmés pour affronter les difficultés du métier.

Comment les nouveaux professeurs pourront-ils enseigner correctement sans formation professionnelle ?

- Des milliers de postes de titulaires sont supprimés. Les nombreux étudiants ayant échoué au concours mais réussi au Master fourniront, comme dans l'Italie de Berlusconi, une main-d'œuvre précaire vouée aux remplacements sans statut (vacataires chassés de leur classe au bout de 200 heures d'enseignement).

Les élèves peuvent-ils être bien encadrés sans stabilité des équipes pédagogiques ?

- La loi LRU, censée donner « l'autonomie » aux universités, les pousse à une concurrence destructrice des plus petites et des disciplines les moins rentables (arts, philosophie, langues rares...). Nous craignons qu'elle ne soit déclinée aux établissements primaires et secondaires, favorisant une éducation à plusieurs vitesses, comme celle qui s'amplifie déjà dans les universités. La politique de suppressions de postes mise en oeuvre depuis plusieurs années va à l'encontre de « la réussite pour tous », puisqu'elle s'accompagne de suppressions de classes. Face à une classe de plus de 30 élèves, comment un enseignant peut-il gérer les différences de niveau ?

Est-ce l'école que vous voulez ?

Si comme nous, vous pensez que l'école est un bien commun ...

Rejoignez-nous pour le défendre avant qu'il ne soit trop tard !

RASSEMBLEMENT CONTESTATAIRE

De la maternelle à l'université

Le 6 Mai 2009 de 17 h 30 à 19 h 30 Place de la Mairie.